

28 avril 2014 - 11h36

Interview de Jean-Marc Vayssouze-Faure : « Je veux faire de Cahors une ville qui compte »

Jean-Marc Vassouze-Faure vient d'être réélu maire de Cahors. Il explique son ambition pour sa ville et évoque ses projets.



Jean-marc Vayssouze-Faure lors de sa réélection à la Mairie de Cahors

Par **Marc Louison**

Que souhaitez-vous pour Cahors pour les six années à venir ?

Je veux faire de Cahors une ville qui compte en Midi-Pyrénées. Je l'ai toujours dit, la locomotive, c'est Toulouse. Dans son développement, Toulouse doit s'appuyer sur un réseau de villes moyennes. Nous sommes à la croisée des chemins. Et nous devons, en nous équipant et en portant un vrai projet pour Cahors, nous inscrire sur cet échiquier régional. Ou nous sommes dans ces villes moyennes entre 20 000 et 40 000 habitants qui jouent un rôle, ou nous serons éclipsés à un moment donné.

C'est aussi, en jouant Cahors sur cet échiquier régional, une façon d'être la locomotive du département du Lot. C'est mon objectif. La stratégie est de développer ce qui sera indispensable à la ville, comme l'activité économique autour de Cahors-Sud. Il y a aussi le développement touristique. Je pense que l'on peut faire beaucoup mieux que ce que l'on fait. Quelle ville en Midi-Pyrénées peut se targuer d'avoir deux monuments classés au patrimoine de l'Unesco, une rivière baignable et navigable, un secteur sauvegardé médiéval extraordinaire et un vin qui porte le nom de la ville ?

Je pense aussi à la reconquête du secteur sauvegardé. C'est aussi le commerce avec la route de Toulouse et cet équilibre auquel nous sommes attachés entre les commerces de périphérie et les commerces de centre-ville. Sans oublier l'université et l'équipement du multiplexe de centre-ville, qui est à mon avis, comme le complexe aquatique, un équipement dont nous avons besoin pour générer de l'attractivité.

Ensuite il y a toute la réponse à la proximité. C'est la question du plan de tranquillité et de sécurité publique, de la voirie, des écoles, des crèches... Et tout ça, en tenant notre engagement de ne pas augmenter les taux de fiscalité. Mon objectif, c'est que les gens puissent revenir habiter à Cahors. Ils ont fui le centre-ville pour un problème d'habitat qui n'est pas adapté et pour un problème de fiscalité. Cette ville est repassée au-dessus des 20000 habitants. Pour moi, ce n'est pas fini.

Le budget 2014 de la commune sera voté vendredi 18 avril. Comment se présente-t-il ?

La situation financière de la ville est maîtrisée. Après, il y a un contexte qui pèse sur les collectivités, avec des annonces de baisse des dotations d'État conséquentes. On a anticipé sur les efforts supplémentaires que l'on allait devoir faire.

Mais l'effort qui va être demandé aux collectivités locales reste un point d'interrogation. Tous les élus, qu'ils soient maires, président du Conseil général, du Conseil régional..., s'interrogent. L'environnement extérieur, que je ne maîtrise pas, m'invite à la plus grande prudence sur les politiques que l'on va pouvoir mener sur les six années du mandat. Mon projet est chiffré et réaliste. Il n'y aura pas de surprise pour le budget de Cahors cette année, avec la non-augmentation des taux de fiscalité, la poursuite des investissements programmés et un travail de réflexion avec les équipes sur la mise en œuvre du projet sur la mandature.

Il faut installer le multiplexe en ville

Un des points forts de votre programme de campagne concerne ce projet de multiplexe. Peut-on en savoir davantage ?

Un multiplexe fait partie de ces rares équipements qui sont des locomotives. On considère qu'il faut l'installer en ville.

C'est un projet qui n'est pas simple. On souhaite avancer dans l'année de manière concrète. Il y a plusieurs choses qui ne sont pas arrêtées, comme le choix de l'opérateur. C'est plus simple de travailler avec les opérateurs locaux mais on ne s'interdit rien. Je préfère travailler avec des gens qui ont été au service du territoire pendant des années que des gens de l'extérieur. Mais il y a des éléments en termes de capacités architecturales et financières qu'il faudra poser. Il y aura plusieurs candidats, je n'en doute pas. La localisation n'est pas arrêtée non plus. Un cinéma créé du développement, il faudra aussi intégrer cet élément-là. Je n'en dirais surtout pas plus parce que ce sont des dossiers qui doivent être menés tranquillement, sereinement.

Durant votre campagne, vous avez évoqué le sujet de la vidéosurveillance, alors que vous vous étiez montré plutôt réticent jusqu'à maintenant. Pourquoi avez-vous changé d'avis ?

Il y a deux éléments. Le premier est un constat. Il y a à certains endroits de la ville une montée des incivilités, pas une montée de la délinquance mais de ces incivilités qui exaspèrent les citoyens comme les tags, les déjections canines, les pollutions sonores... À Cahors, vous avez une grande partie de la population qui est attachée à cette tranquillité. Il y a donc une exigence toute particulière. Et puis, on est dans le cadre d'une reconquête du centre ancien, et je ne voudrais pas que tous ces efforts-là soient mis en péril par une montée trop importante des incivilités.

Le deuxième élément qui m'a fait changer d'avis sur la vidéoprotection, c'est que je suis allé voir ailleurs et j'ai vu des choses qui marchent. Les maires que j'ai rencontrés m'ont dit que la vidéoprotection fonctionne pour les incivilités. Donc j'ai changé d'avis.

La sécurité, ce n'est ni de droite ni de gauche. C'est pour le bien de tous.

Il y a aussi un contexte par rapport aux libertés publiques. On voit bien qu'aujourd'hui il y a des caméras partout. Il y a une espèce de désacralisation par rapport à ça. En revanche, on peut, et là

aussi j'ai vu des choses qui marchent, demander le respect des libertés publiques. C'est vrai que j'y étais hostile. Ce n'est pas sous la pression que j'ai changé d'avis, même si je suis à l'écoute. C'est parce qu'à un moment donné vous devez être ouvert. Ce sont souvent les gens les plus en difficulté qui viennent vous demander de les aider. La sécurité, ce n'est ni de droite ni de gauche. C'est pour le bien de tous. Il faut sortir de ce schéma-là. J'ai vu des choses qui marchaient et qui financièrement étaient tenables. Toutes ces raisons font qu'il n'y avait aucune raison que je ne change pas. Je n'annonce pas que la vidéoprotection, mais un plan de tranquillité et de sécurité publique, dans lequel il y a bien d'autres choses, comme le renforcement des centres sociaux et des équipes de la police municipale. C'est un plan global.

Que va devenir la piscine de la Croix-de-Fer ?

La piscine est un équipement sportif géré par le Grand Cahors. La question est de savoir s'il va être utilisé dans le cadre de cette réponse aux besoins des sportifs. La priorité du Grand Cahors, c'est Pierre Ilbert pour diverses raisons.

Cet équipement sert aux associations de la ville mais il sert surtout à tous les élèves et étudiants qui sont à Terre Rouge. Il y a quand même un lycée, un collège, la Chambre des Métiers, l'enseignement universitaire qui n'est pas loin. Je vais demander à ce qu'il y ait très rapidement une étude sur Pierre Ilbert, sur le potentiel, la cohérence. On intégrera les besoins nouveaux des sportifs. Je pense au mur d'escalade notamment.

On verra ce qui rentre à Pierre Ilbert. En fonction de ce que l'on arrêtera à Pierre Ilbert, on retournera éventuellement à la Croix-de-Fer. Si à un moment donné, le Grand Cahors n'a plus besoin de la Croix-de-Fer pour des questions sportives, le dossier rebascule ville. Dans ce cas-là, on s'orientera plutôt vers une salle de quartier. En matière sportive, Pierre Ilbert est l'enjeu du mandat. La dernière fois, c'était le complexe aquatique.

Pourquoi souhaitez-vous rester à la présidence du Grand Cahors ?

C'est très logique. On favorise le rapprochement entre la ville et le Grand Cahors. Les interactions sont de plus en plus importantes entre les deux. C'est logique que le maire de Cahors soit candidat à la présidence du Grand Cahors et qu'il soit président.

Après, je n'oublie pas que le Grand Cahors s'appuie aussi sur toutes les communes alentour et porte beaucoup de projets qui ne sont pas sur la ville de Cahors, comme Cahors Sud, la Plage aux ptérosaures, le plan d'eau de Catus... Il y a toute la question de la rivière, l'arrivée de Saint-Cirq-Lapopie qui représente avec Cabrerets un enjeu majeur. Il y a la réflexion autour de cette voie verte à laquelle je suis particulièrement attaché. Le président du Grand Cahors est là pour construire le territoire de demain qui s'appuie sur une ville forte, une ville locomotive, mais qui a vraiment besoin de toutes les villes autour. Chacun a besoin l'un de l'autre. Cette idée-là est en train progressivement de mûrir. Cette espèce d'opposition entre le rural et l'urbain est totalement absurde.

Quand j'en vois encore qui se battent pour défendre des cantons, la ruralité... c'est dépassé. Quand je porte un Grand Cahors qui soit sur un véritable bassin de vie, ce n'est pas un hasard. Qu'est-ce que vous voulez que Cahors fasse sans Catus, sans Saint-Cirq-Lapopie... Ces territoires-là ont besoin d'une ville locomotive, pour les services, avec un hôpital fort... Cela ne veut pas dire que l'on met tout à Cahors, bien au contraire. Après on irrigue. Plus vous aurez une ville forte, plus vous aurez des chances d'avoir un territoire fort.